

Document - Une chronologie de la crise ukrainienne.

12 juin 2014



RB

Abréviations utilisées : Viktor Ianoukovitch (VI) Vladimir Poutine (VP) Union Européenne (UE)

2013

- **21 novembre** : Sous la pression de VP -menaces de représailles sur l'approvisionnement énergétique, sanctions commerciales, blocus des importations- qui souhaite conserver une relation privilégiée avec l'Ukraine et éviter de voir Kiev tomber définitivement dans la zone d'influence européenne (et américaine, avec la perspective d'intégrer l'OTAN), VI et son premier ministre Nikolaï Azarov annoncent la fin des préparatifs de l'accord d'association entre l'Ukraine et l'UE. Cet accord, qui incluait 5 autres pays de l'ancien bloc soviétique (la Biélorussie, la Géorgie, la Moldavie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan), est perçu par la Russie comme une volonté de limiter sa sphère d'influence, notamment dans la perspective d'entrée en vigueur en 2015 de l'Union Economique Eurasiatique à l'initiative de Moscou. Finalement, seules la Géorgie et la Moldavie se déclarent prêtes à signer un accord d'association avec l'UE.
- **Fin novembre** : Dans la foulée de l'annonce de l'abandon de l'accord d'association avec l'UE au profit d'une coopération économique renforcée avec la Russie, de nombreux manifestants se rassemblent sur la place Maïdan (ou place de l'Indépendance) à Kiev.
- **Début décembre** : Les dizaines de milliers de manifestants (décrits par les médias occidentaux comme des pro-européens mais en réalité beaucoup plus hétérogènes et dénonçant surtout la corruption de la classe politique dans son ensemble) qui occupent la place Maïdan depuis fin novembre demandent la démission de VI, démocratiquement élu en 2010, mais aussi corrompu que ses prédécesseurs. La statue de Lénine est abattue et les manifestations prennent une tournure plus violente. Le pays semble revivre le scénario de la « révolution » orange de 2004 alors que le président dispose d'une majorité au Parlement et d'un gouvernement qui le soutient. VI justifie sa position en affirmant que l'accord avec l'UE n'est pas annulé mais repoussé et qu'il souhaite trouver une situation de compromis entre la Russie et l'Europe afin que son pays bénéficie de sa position intermédiaire.
- **17 décembre** : VP et VI signent un accord permettant à l'Ukraine de bénéficier de 11 milliards d'€ d'aides en plus d'une baisse d'un tiers du prix du gaz, des avantages concrets que l'UE ne peut pas lui accorder.

- **Fin décembre** : En Russie, VP annonce la libération de militants de Greenpeace, de membres des Pussy Riot et de façon plus surprenante celle de Mikhaïl Khodorkovski. Ce dernier, considéré comme l'un des citoyens les plus influents de Russie, a été arrêté en 2003 et condamné en 2005 à 8 ans de prison pour escroquerie et fraude fiscale. Cette peine a été portée à 14 ans à l'issue d'un deuxième procès en 2010 pour vol de pétrole et blanchiment de 23,5 milliards de dollars. Pour les détracteurs de VP, Khodorkovski était victime d'un règlement de compte personnel afin d'empêcher toute ambition politique de celui qu'il considérait comme un rival potentiel. Ces gestes de la part de Moscou sont perçus comme des signes d'ouverture et d'apaisement quelques semaines avant le début des JO de Sotchi. Le 29 et le 30 décembre, 2 attentats-suicides font une trentaine de morts dans la ville de Volgograd (ex-Stalingrad, à 690km du Caucase). Les soupçons pèsent sur la rébellion islamiste du Caucase qui souhaiterait affirmer ses revendications alors que les lumières médiatiques sont braquées sur Sotchi.



2014

- **19 janvier** : Alors qu'a été votée au parlement ukrainien le 16 janvier une loi limitant le droit de manifester et menaçant la liberté de la presse, de nouvelles manifestations ont lieu à Kiev et dans l'ouest du pays. Face à la contestation, VI annonce un remaniement du gouvernement et une ouverture vers l'opposition. Les lois du 16 janvier, considérées comme trop répressives, sont amendées. VI propose à Arseni Iatseniouk, le poste de Premier ministre et au boxeur Vitali Klitschko celui de vice-premier ministre. Les deux membres de l'opposition refusent et campent sur la revendication d'élections anticipées, avec pour cadre la Constitution de 2004 (adoptée après la « révolution » orange pour instaurer un régime parlementaire faisant du premier ministre l'homme fort du pouvoir).
- **29 janvier** : Alors que, dans les jours précédents, les affrontements ont provoqué les premiers morts depuis le début de la crise, le Premier ministre ukrainien Nikolaï Azarov annonce la démission de son gouvernement. Le Parlement abroge les lois du 16 janvier.
- **Du 7 au 23 février** : JO d'hiver de Sotchi. Pour VP, il s'agit à la fois de célébrer « l'identité nationale » et de réaffirmer la puissance de l'Etat dans le Caucase du Nord. Les rebelles islamistes du Daghestan ont juré de saboter la fête des JO les plus chers de l'histoire, mais ces derniers se déroulent parfaitement bien.
- **14 février** : Après deux semaines relativement calmes en Ukraine, plus de 200 manifestants arrêtés durant les manifestations sont libérés. On semble se diriger vers un apaisement...

- **18 février** : Les affrontements reprennent sur la place Maïdan où seraient présents 20 000 manifestants. Dans les jours qui suivent, au moins 75 personnes sont tuées, majoritairement par balle, dont une dizaine de policiers. Le centre de Kiev se transforme en champ de bataille. Sur les responsabilités : http://www.marianne.net/Euromaidan-l-enquete-qui-jette-le-trouble_a238326.html Alors que la Russie prône la fermeté avec les manifestants et dénonce une tentative de coup d'Etat soutenu par les Occidentaux à Kiev, l'UE et les Etats-Unis envisagent des sanctions contre le pouvoir. VI continue de recevoir les opposants pour négocier une sortie de crise. Les mobilisations dans l'ouest du pays laissent apparaître la montée en puissance de groupes d'extrême-droite nostalgiques du nazisme qui profitent de la liberté qui leur est laissée comme Svoboda (qui a pris ses racines dans la collaboration active, y compris pour le massacre de Juifs de Galicie, et qui a organisé l'an dernier la commémoration du 70ème anniversaire de la création de la division SS Halychyna) et Praviy Sektor.
- **21 février** : Signature d'un accord entre l'opposition et le gouvernement qui prévoit l'organisation d'élections, la formation d'un gouvernement de transition et une réforme constitutionnelle limitant les pouvoirs du président. Mais le niveau de violence est tel que l'unité autour de VI se fissure et le Parlement vote une loi permettant la libération de l'opposante et ancienne Première ministre Ioulia Timochenko (qui purgeait une peine de 7 ans de prison pour abus de pouvoir).
- **22 février** : Le Parlement destitue VI qui se réfugie à Kharkov, dans l'est du pays, et dénonce le coup d'Etat dont il est victime. L'agence de notation Standard and Poors abaisse la note de l'Ukraine à CCC (une appréciation proche du défaut de paiement) alors que le pays doit rembourser 13 milliards de dollars en 2014 et que la monnaie a perdu 10% de sa valeur. Le FMI s'annonce prêt à accorder un prêt, mais au prix de profondes réformes néolibérales...
- **23 février** : Les députés proclament Olexandre Tourtchinov (ancien patron des services secrets) président par intérim et remplacent la constitution par celle de 2004. Arseni Iatseniouk, un banquier libéral proche des milieux d'affaires (et déjà pris en photo en train de faire quelque chose qui ressemble à un salut nazi), est nommé Premier ministre et met en place un gouvernement de technocrates. Ancien ministre de l'économie et des affaires étrangères, il a dirigé la Banque nationale d'Ukraine. Les nouveaux dirigeants décident d'abolir le statut du russe comme seconde langue officielle dans les régions de l'est, ce qui est perçu comme une provocation par les populations russophones.
- **25 février** : Vitali Klitschko, ancien boxeur à la tête d'UDAR (parti pro-européen) annonce sa candidature à l'élection présidentielle, dont le premier tour est prévu le 25 mai. Il se désistera finalement au profit de Porochenko pour briguer la mairie de Kiev.
- **26 février** : VP donne l'ordre à des troupes militaires (40 000 à 50 000 hommes ?) de se mobiliser et de se préparer au combat dans les régions qui entourent l'est de l'Ukraine et de la Crimée (république autonome de 2,2 millions d'habitants et péninsule majoritairement russophone du sud de l'Ukraine où la flotte russe possède 20 000 hommes basés à Sébastopol suite à un accord entre les deux pays). Le lendemain, des hommes armés s'emparent du siège du parlement et du gouvernement de Simféropol, en Crimée, et dressent un drapeau russe sur les bâtiments officiels. Dans la foulée, des séparatistes (sans insigne donc pro-russe ou russe ? Difficile de savoir) s'emparent des deux aéroports de Crimée.
- **28 février** : Alors qu'une enquête a été ouverte contre lui pour meurtres de masse concernant les événements du 21 novembre au 22 février, VI affirme qu'il se considère toujours comme le président légitime de l'Ukraine.
- **1er mars** : Gazprom indique que l'Ukraine a une dette de gaz supérieure à 1 milliard d'euros et averti que le prix préférentiel accordé à Kiev par la Russie pourrait être remis en cause. Le même jour, VP demande au Conseil de la Fédération (chambre haute du Parlement russe) d'approuver le recours à l'armée en Ukraine jusqu'à la normalisation de la situation pour « protéger ses intérêts et les populations russophones ». A Donetsk, fief du président déchu, plus de 10 000 manifestants brandissent des drapeaux russes. Le nouveau pouvoir ukrainien décide de l'état d'alerte.
- **2 mars** : Alors qu'un nouveau Premier ministre a été désigné en Crimée (Sergii Axionov), d'autres régions pro-russes dans l'est du pays sont gagnées par des turbulences séparatistes.

- **3 mars** : L'Ukraine est au bord de la faillite et risque le défaut de paiement. Dans Lucky Luke, quand il va y avoir du grabuge, c'est le croque-mort qui arrive et qui prend les mesures de la future victime. Là, c'est le FMI qui débarque pour discuter d'un « plan d'aides » avec les nouvelles autorités qui ont demandé son assistance financière... Le nouveau gouvernement annonce la fin des subventions pour l'énergie (condition exigée par le FMI au nom de la libre-concurrence...) et la hausse de 50% du prix du gaz pour la population à partir du 1er mai. Pour les industriels, la hausse sera de 40% et s'appliquera au 1er juillet.
- **7 mars** : Refusant de reconnaître les nouvelles autorités ukrainiennes, le Parlement de Crimée demande son rattachement à la Russie, étape supplémentaire vers une partition de l'Ukraine, et annonce la tenue d'un référendum pour le 16 mars. Deux questions vont être posées aux habitants de la péninsule : « Soutenez-vous le rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie en tant que sujet fédéral ? » et « Soutenez-vous le rétablissement de la Constitution de la Crimée de 1992 ? ».
- **16 mars** : Lors du référendum, 96,7% des électeurs de Crimée se prononcent en faveur du rattachement à la Russie avec un taux de participation de 82% sur 1,5 millions d'électeurs.
- **17 mars** : L'UE adopte des sanctions contre 21 personnalités russes et ukrainiennes (dont VI) jugées responsables de « l'annexion » de la Crimée par la Russie sous la forme de restrictions de visas et de gels d'avoirs.
- **18 mars** : VP entérine le rattachement de la Crimée à la Russie en promettant de ne pas toucher à d'autres régions ukrainiennes et prononce un discours pour expliquer le positionnement de son pays : <http://www.legrandsoir.info/discours-du-president-vladimir-poutine-sur...> À Kiev, trois députés du parti gouvernemental d'extrême droite Svoboda attaquent dans son bureau le directeur de la télévision publique, Alexandre Panteleïmonov, nommé par VI (<http://www.youtube.com/watch?v=FvcoFvdlwJE>)
- **30 mars** : Rencontre entre John Kerry et Sergueï Lavrov à Paris qui s'accusent mutuellement d'ingérence.
- **8 avril** : Le FSB confirme la mort de Dokou Oumarov, émir des insurgés islamistes de Nord-Caucase, au cours d'une opération militaire. Il avait revendiqué les attentats dans le métro et dans un aéroport de Moscou en 2010 et 2011 qui avaient fait 77 morts.
- **17 avril** : Alors que les troubles continuent dans l'est de l'Ukraine, les ministres des affaires étrangères d'Ukraine (Andrij Dechtchitsia), de Russie (Sergueï Lavrov), de l'UE (Catherine Ashton) et des Etats-Unis (John Kerry) se rencontrent à Genève pour tenter d'empêcher l'escalade de la violence. En position de force, Moscou réclame une "fédéralisation" de l'Ukraine. L'Ukraine deviendrait une République fédérale, dans laquelle les provinces auraient une large autonomie politique et une grande indépendance économique. Un accord est trouvé, prévoyant un dialogue national sur la réforme constitutionnelle et le désarmement des forces en présence, sans beaucoup d'effets sur le terrain. Une des clauses risque d'aggraver les tensions puisqu'elle prévoit une amnistie pour ceux qui respecteront l'accord, à l'exception de "ceux qui sont coupables de crimes de sang".
- **18 avril** : Les séparatistes pro-russes de l'est de l'Ukraine annoncent leur rejet de l'accord. Ils refusent de se désarmer et de quitter les bâtiments publics qu'ils occupent dans plusieurs villes, exigeant le départ du gouvernement intérimaire de Kiev. Ainsi, dès le lendemain, le texte n'est respecté sur le terrain ni par le gouvernement dont la légitimité est contestée, ni par les insurgés de tous bords.
- **27 avril** : De nouvelles sanctions sont annoncées contre la Russie avec le gel d'avoirs et des interdictions de visas pour un certain nombre de personnalités russes.
- **28 avril** : Le maire de Kharkiv, Guennadi Kernes (prorusse, proche de VI qu'il a soutenu jusqu'à sa destitution avant de tourner sa veste et de multiplier les prises de position pour un maintien de l'intégrité territoriale de l'Ukraine) est grièvement blessé par une balle reçue dans le dos.
- **1er mai** : Alors que la ville de Slaviansk (100 000 habitants), sous le contrôle des insurgés pro-russes, est maintenue en état de siège par l'armée ukrainienne depuis plusieurs jours et que les combats ont déjà fait de nombreux morts, les séparatistes de Donetsk, principale ville de la région du Donbass, affirment leur intention d'organiser un référendum le 11 mai sur la « déclaration d'indépendance » de la région.

- **2 mai** : Les séparatistes pro-russes qui contrôlent Slaviansk, détiennent 13 observateurs de l'OSCE comme « prisonniers de guerre » (ils ont depuis été libérés) et qui veulent « défendre la ville jusqu'au bout » sont pris d'assaut par l'armée ukrainienne. L'est de l'Ukraine semble au bord de la guerre civile et les affrontements cristallisent les positions. Les forces antigouvernementales bénéficient de plus en plus du soutien de la population, révoltée par les dizaines de morts. Devant la situation chaotique, l'idée du fédéralisme est de plus en plus avancée pour mettre un terme à la spirale de violence.
- **3 mai** : A Odessa, ville majoritairement russophone, on découvre une quarantaine de cadavres calcinés autour de la maison des syndicats. Les victimes, des militants pro-russes, s'étaient réfugiés dans le bâtiment avant d'être assiégés par des groupes armés, parmi lesquels des activistes d'extrême-droite qui ont déclenché volontairement un incendie et laissé les victimes agoniser.
<http://www.marianne.net/Pourquoi-le-massacre-d-Odessa-a-t-il-si-peu-d-...>
- **11 mai** : Référendum organisé dans l'est du pays dans les régions de Donetsk et de Lougansk par les séparatistes, malgré la demande de VP de le reporter. La question posée est « Etes-vous favorable à la République populaire de Donetsk/Lougansk ? ». Le « oui » l'emporte avec environ 90% des voix mais Kiev, l'UE et les Etats-Unis contestent la validité du scrutin alors que Moscou joue la prudence. Les séparatistes demandent immédiatement le rattachement de la région à la fédération russe. Les combats se poursuivent à Slaviansk où sont aperçus des mercenaires de la société privée Blackwater (renommé Academi pour faire oublier les bavures en Irak et en Afghanistan).
- **19 mai** : La Russie ordonne le retour dans leurs casernes des soldats massés près de la frontière avec l'Ukraine, un geste d'apaisement à quelques jours de l'élection présidentielle. VP demande à Kiev de retirer ses troupes menant l'opération « antiterroriste » dans l'Est où les combats se poursuivent (plus de 150 morts – militaires ukrainiens, séparatistes prorusses, membre de milices privées pro-ukrainiennes et civils confondus- depuis le 13 avril).
- **25 mai** : Election présidentielle (21 candidats, 36 millions d'électeurs) pour laquelle certains ukrainiens de l'Est (2 millions ?) n'ont pas pu voter malgré le déploiement de 55 000 policiers. L'oligarque milliardaire (48 ans, patron du groupe chocolatier Roshen) pro-occidental Petro Porochenko l'emporte avec 56% des voix devant Ioulia Tymochenko (12,9%), Oleg Liachko (8%) et Serhiy Tikhipko (5%). Les candidats des formations ultranationalistes Svoboda et Pravyi Sektor obtiendraient des scores extrêmement faibles – 1,3 % pour Oleh Tiahnibok, 0,9 % pour Дмитро Ярош. Porochenko, qui prendra ses fonctions début juin, a été reçu en mars à l'Elysée à l'initiative de Bernard-Henri Lévy. Moscou assure qu'il discutera avec les nouvelles autorités. Vitali Klitschko (42 ans), qui soutenait Porochenko, devient le nouveau maire de Kiev avec plus de 57% des voix.
- **29 mai** : Les combats continuent près de Slaviansk.
- **Juin** : Sommet du G8 prévu à Sotchi.

Document réalisé par RB